

## Où va le Portugal ?

Ces jours-ci une nouvelle étape aura été franchie dans l'évolution du Portugal: le gouvernement socialiste minoritaire aura choisi de s'appuyer sur la droite ou sur le P.C. Mais au-delà de ces derniers développements, il s'agit de voir comment on en est arrivé là. L'analyse ci-dessous voudrait y contribuer. Elle a été faite par Jardim Gonçalves, ancien rédacteur de "REPÚBLICA" lors d'un récent passage à Luxembourg.

Depuis le coup d'Etat du 25.4.1974 le Portugal connaît deux pouvoirs parallèles: le pouvoir d'Etat et le pouvoir populaire (comités de quartier, d'usine). Ce pouvoir populaire apparut spontanément et fut un défi aux institutions politiques classiques. Il permit à d'innombrables Portugais de prendre en main avec leurs voisins ou camarades de travail leur propre destinée. Pendant une année et demie la lutte entre ces deux pouvoirs caractérisait la situation portugaise. Ce phénomène inconnu en Europe de l'Ouest fournissait des arguments à la presse européenne pour décrire l'anarchie portugaise. Les partis politiques portugais combattaient le pouvoir populaire ou alors ils essayaient de le manipuler à leur profit.

Même si le pouvoir d'Etat semble avoir pris le dessus, le pouvoir populaire continue malgré le reflux du 25 novembre 1975 (provocation de la droite: des unités militaires de gauche donnent dans le panneau et la droite militaire balaie la gauche d'Otelo de Carvalho). Une fois installée un système politique avec des institutions démocratiques à l'occidentale, la lutte entre pouvoir d'Etat et pouvoir populaire devient une lutte entre partis politiques pour ce pouvoir d'Etat.

Le parti socialiste, quoique (le seul parti) autogestionnaire dans son programme, combattait fortement le pouvoir populaire. L'orgueil personnel de Mario Soares lui fit adopter la solution du gouvernement minoritaire. Le parti communiste réussit à devenir le porte-parole des travailleurs et des masses conscientes en défendant les conquêtes sociales et la réforme agraire, bref la Constitution. (Rappelons que celle-ci est certainement la plus progressiste de l'Europe occidentale et qu'elle avait été adoptée lors d'un rapport de forces plus favorable que celui existant actuellement.)

La dégradation économique due au passé fasciste du Portugal et à la crise capitaliste mondiale poussent le parti socialiste à abandonner tout projet d'indépendance nationale et l'amène dans les bras de la social-démocratie européenne et surtout vers le S.P.D. (Né en Allemagne et 1973 le P.S. portugais a toujours dépendu étroitement du S.P.D. qui avait été l'initiateur du boycott européen du Portugal en 1974-75 alors que l'évolution du Portugal n'était pas favorable aux visées du capitalisme occidental.)

Le P.S. veut sauver le pays en suivant la voie européenne par une politique d'emprunts. Or ces emprunts ne sont accordés qu'à de bien précises conditions. Le Fonds Monétaire International (F.M.I.) se dit prêt à prêter 750 millions de dollars. Or, lors de sa première enquête sur place, le F.M.I. ne croyait pas garanties les conditions nécessaires: toute une série de lois entravent l'initiative privée (nationalisations, loi de grève, réforme agraire, loi des licenciements). Le F.M.I. exige une dévaluation forte de la monnaie et un pacte social entre les forces vives:



gouvernement, patronat et syndicats.) La droite, P.S.D. et CDS, estiment que le gouvernement socialiste n'est pas capable de garantir pareil pacte. Elle attaque sur tous les points. Ses objectifs:

- la constitution.
- le Conseil de la Révolution ("vestige" du "Mouvement des Forces Armées" avec pouvoir consultatif)
- le Président de la République, qu'elle avait aidé à faire élire mais qui n'assume pas assez son projet.

Par sa politique fluctuante, faisant passer certaines lois avec l'appui de la droite, d'autres avec le PC, le PS avait réussi à camoufler quelque peu ses divergences internes et les oppositions parlementaires. L'attaque de la droite a le mérite de clarifier la situation: d'un côté la droite et le capital, de l'autre les travailleurs.



La situation actuelle est bien sûr intimement liée à la crise mondiale: 15 à 16 % de chômeurs, retour d'émigrés chassés des pays d'accueil. La droite a redressé la tête et a investi la presse: aujourd'hui la majorité des journaux sont fascisants, il y a (de nouveau) des entreprises où les patrons battent les ouvriers et le fait d'être délégué syndical constitue un risque.

Un espoir subsiste cependant: c'est la volonté de lutte du peuple. Les lois socialistes comme celle de la réforme agraire (loi Barreto) s'appliquent mal. Des terres sont occupées, des maisons vides aussi et ceci en 1977 et non pendant les années de la Révolution. Les actions sont dues soit à la conscience politique de leurs auteurs, soit au désespoir. Le peuple se méfie de la cuisine partisane des partis et compare la lutte entre les partis à des jeux d'enfants. L'attaque de la droite aidera-t-elle le peuple à mieux distinguer ses ennemis et ses alliés?

Serge